

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 84 — 534

20 FEVRIER 1984. — Arrêté ministériel instituant un examen de capture pour les approvisionneurs d'oiseaux indigènes

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment son article 31 tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1972;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment son article 6, § 1er, III, 5°;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux et notamment son article 9;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux et notamment son article 7, 1, premier alinéa;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et des 10 et 29 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, et notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité d'instaurer l'examen de capture avant la prochaine saison de capture;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. § 1er. L'examen de capture dont question à l'alinéa premier de l'article 7, 1, de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

— le Ministre ; le Ministre de la Région wallonne ayant la tenderie dans ses attributions;

— l'Administration compétente : l'Administration des Eaux et Forêts qui est chargée de l'organisation de l'examen de capture.

CHAPITRE Ier. — La matière de l'examen

Art. 2. L'examen de capture est constitué par une épreuve écrite comportant au total quarante questions à réponses multiples dont une seule est exacte, et relatives aux matières suivantes : .:

— Branche I. Législation, à raison de 10 questions portant sur :

1. la liste des oiseaux rangés dans les catégories « Petit gibier », « Gibier d'eau » et « Autre gibier » par l'article 1bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, ainsi que les principales dispositions de cette loi en relation avec la capture, le transport et la détention d'oiseaux;

2. les dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux du 6 août 1974, 17 septembre 1976, 2 février 1977 et les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 3 mars 1982, 1er et 28 juillet 1982;

3. les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 juillet 1982, réglant pour la Région wallonne la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, relatif à la protection des oiseaux.

— Branche II. Biologie, à raison de 30 questions portant sur :

1. les éléments généraux de biologie et de morphologie aviaires;

2. la détermination, le comportement et la reproduction des espèces suivantes : grive musicienne, bruant jaune, bruant proyer, bruant des roseaux, gros-bec casse noyaux, sizerin flammé, serin cjni, linotte à bec jaune, bouvreuil pivone, verdier d'Europe, pinson du nord, linotte mélodieuse, bec croisé des sapins, charbonnet élégant, tarin des aulnes, pinson des arbres;

3. la détermination et les caractéristiques générales des espèces suivantes : cassenoix moucheté, grive draine, grive litorne, grive mauvis, moineau friquet, moineau domestique, rouge-gorge, mésange à longue queue, accenteur mouchet, fauvette des jardins, fauvette à tête noire, rouge queue noir, mésange bleue, mésange charbonnière, merle noir, pouillot fitis, pouillot véloce, bergeronnette grise, pic épeiche, pic vert, pic bavarde, épervier d'Europe, corneille noire, geai des chênes, corbeau freux, étourneau, pipit des prés, buse variable, faucon crécerelle, alouette des champs, faucon pèlerin, faucon émerillon, milan royal, milan noir.

§ 2. L'administration compétente établit et détient seule, à l'exclusion de toute autre autorité, la liste des quarante questions relatives aux matières reprises au paragraphe précédent; elle assemble et détient le cahiers d'examen.

CHAPITRE II. — Les conditions de participation

Art. 3. Pour pouvoir participer à l'examen de capture, il faut :

1. être domicilié en Belgique;
2. avoir au moins dix-huit ans l'année de l'examen;
3. être membre d'un groupement agréé et être présenté par celui-ci.

CHAPITRE III. — L'organisation de l'examen

Art. 4. L'organisation de l'examen de capture est portée à la connaissance du public par un avis inséré au *Moniteur belge* et, en outre, par tout moyen que l'administration compétente estime adéquat.

La date de l'examen est fixée par le Ministre.

Les avis et notifications mentionnent le lieu, la date, l'heure et la langue de l'examen.

Il est organisé au maximum un examen par an.

La période séparant deux examens successifs ne pourra pas dépasser trois ans.

Art. 5. Le nombre de candidats pouvant participer à l'examen de capture est limité à deux cent cinquante par session d'examen.

Art. 6. Au moins quarante jours-calendrier avant la date de l'examen, chaque groupement agréé d'amateurs d'oiseaux ou de pinsonniers adressera, par lettre recommandée, à l'administration compétente une liste alphabétique de candidats, après consultation préalable avec les autres groupements agréés.

Cette liste alphabétique comprendra les nom, prénoms, date de naissance, profession et adresse complète des candidats.

Au cas où le nombre total de candidats figurant dans les listes proposées par les groupements agréés dépasse le nombre maximum fixé à l'article 5, le Ministre éliminera l'excédent de

candidats au sein d'une ou plusieurs de ces listes sur base de baguage correspondant à la dernière période d'approvisionnement et dont question au § 2 de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982.

Art. 7. L'administration compétente convoque les candidats.

Art. 8. Le jour de l'examen, les plis cachetés renfermant les cahiers d'examen sont ouverts en présence des candidats et leur sont distribués par l'administration compétente.

Dès ce moment, les candidats disposent de deux heures pour répondre aux questions posées.

L'administration compétente peut annuler un cahier d'examen pour toute fraude ou toute tentative de fraude et procéder à l'expulsion de tout candidat qui troublerait le bon déroulement de l'examen.

CHAPITRE IV. — La correction de l'examen

Art. 9. L'administration compétente corrige les cahiers d'examen qui restent anonymes jusqu'au dépouillement.

Pour cette correction une bonne réponse équivaut à plus un point, une mauvaise réponse à moins un point, l'absence de réponse n'est pas comptabilisée.

Art. 10. Après correction et avant dépouillement, les cahiers d'examen sont soumis au contrôle d'une Commission d'examen qui peut délibérer au sujet des cas litigieux.

Cette Commission est composée de sept membres désignés par le Ministre pour un terme de trois ans. Elle comprend deux fonctionnaires de l'administration compétente, deux représentants des milieux scientifiques et trois représentants des groupements agréés.

Les fonctions de président et de secrétaire de cette Commission sont exercées d'office par les fonctionnaires de l'administration compétente.

Les décisions se prennent à la majorité simple, en cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Pour chaque membre effectif de la Commission d'examen, le Ministre désigne également un membre suppléant destiné à remplacer le membre effectif en cas d'empêchement.

La fonction de membre de cette Commission n'est pas rétribuée.

Art. 11. § 1er. Après correction de l'examen, les candidats sont informés de leur résultat par l'administration compétente, à l'exclusion de toute autre autorité.

Néanmoins, aucune cote d'appréciation, ni aucun cahier d'examen ne sont communiqués aux candidats ou aux groupements agréés.

§ 2. Un certificat de réussite est envoyé par l'administration compétente aux candidats ayant obtenu au minimum la moitié des points dans chacune des deux branches.

Ce certificat numéroté et daté, est signé par le directeur général des Eaux et Forêts ou son remplaçant, ainsi que par un autre fonctionnaire désigné par lui.

CHAPITRE V. — La validité de l'examen

Art. 12. Le certificat de réussite cesse d'être valable lorsque le titulaire n'a plus obtenu de licence de capture pendant cinq années consécutives.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 février 1984.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,
pour la Région wallonne,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 84 — 534

20. FEBRUAR 1984. — Ministerialerlass zur Einrichtung einer Fangprüfung für die Bevorrater von einheimischen Vögeln

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1982 über das Jagdwesen, insbesondere des Artikels 31, so wie er durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 1972 abgeändert wurde;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, insbesondere des Artikels 7, Punkt 1, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 17. November 1982 und vom 10. und 28. Juni 1983;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 13 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Fangprüfung vor der nächsten Fangsaison einzurichten;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschließt der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens :

Artikel 1. § 1. Die Fangprüfung, die in Absatz 1 des Artikels 7, Punkt 1 des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz erwähnt wird, wird gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses veranstaltet :

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Vogelfang gehört;

— « zuständige Verwaltung » : die Wasser- und Forstverwaltung, die mit der Veranstaltung der Fangprüfung beauftragt ist.

KAPITEL I. — Der Prüfungsstoff

Art. 2. Die Fangprüfung besteht aus einer schriftlichen Prüfung, die insgesamt vierzig Fragen mit mehreren vorgegebenen Antworten, von der nur eine richtig ist, umfasst und die folgende Fächer betrifft:

— Fach I. Gesetzgebung, 10 Fragen über:

1. Die Liste der Vögel, die aufgrund von Artikel 1bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen und der wichtigsten Bestimmungen jenes Gesetzes über den Fang, die Beförderung und das Halten von Vögeln in die Kategorien « Niederwild », « Wasserwild » und « sonstiges Wild » eingeordnet sind;

2. die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, so wie er durch die Königlichen Erlasse vom 6. August 1974, 17. September 1976, 2. Februar 1977 und die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. März 1982 und vom 1. und 28. Juli 1982 abgeändert wurde;

3. die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung, für die Wallonische Region, des Vogelhaltens- und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz.

— Fach II. Biologie, 30 Fragen über:

1. die allgemeinen Begriffe der Biologie und der Morphologie der Vögel;

2. die Bestimmung, das Verhalten, die Fortpflanzung der folgenden Arten: der Grünling, die Goldammer, die Grauammer, die Rohrammer, der Kernbeisser, der Birkenzeisig, der Girlitz, der Berghänfling, der Gimpel, der Grünling, der Bergfink, der Hänfling, der Fichtenkreuzschnabel, der Stieglitz, der Zeisig, der Buchfink;

3. die Bestimmung und die allgemeinen Kennzeichen der folgenden Arten: der Tannenhäher, die Misteldrossel, die Wacholderdrossel, die Rotdrossel, der Feldsperling, der Haussperling, das Rotkehlchen, die Schwarzmeise, die Heckenbraunelle, die Gartengrasmücke, die Mönchgrasmücke, der Hausrotschwanz, die Blaumeise, die Kohlmeise, die Amsel, der Fitis, der Zilpzalp, die Bachstelze, der Buntspecht, der Grünspecht, die Elster, der Sperber, die Rabenkrähe, der Eichelhäher, die Saatkrahe, der Starling, der Wiesenpieper, der Mäusebussard, der Turmfalke, die Feldlerche, der Wanderfalke, der Merlin, der Rotmilan, der Schwarzmilan.

§ 2. Die zuständige Verwaltung stellt unter Ausschluss jeder anderen Behörde die Liste der vierzig Fragen über den im vorangehenden Paragraphen erwähnten Stoff auf und bewahrt sie alleine auf; sie stellt die Prüfungshefte zusammen und bewahrt sie auf.

KAPITEL II. — Die Teilnahmebedingungen

Art. 3. Die Personen, die sich an der Fangprüfung beteiligen wollen, müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1. ihren Wohnsitz in Belgien haben;
2. im Prüfungsjahr mindestens achtzehn Jahre alt sein;
3. Mitglied einer anerkannten Gruppierung sein und von ihr vorgestellt werden.

KAPITEL III. — Die Veranstaltung der Prüfung

Art. 4. Die Veranstaltung der Fangprüfung wird der Öffentlichkeit durch eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* und darüber hinaus durch jegliches Mittel, das die zuständige Verwaltung für angemessen hält, bekanntgegeben.

Der Tag der Prüfung wird vom Minister festgelegt.

Die Mitteilungen und Bekanntgaben erwähnen den Ort, den Tag, die Stunde und die Sprache der Prüfung.

Es wird höchstens eine Prüfung pro Jahr veranstaltet.

Die Laufzeit zwischen zwei aufeinanderfolgenden Prüfungen darf drei Jahre nicht überschreiten.

Art. 5. Die Anzahl Kandidaten, die an der Fangprüfung teilnehmen dürfen, ist auf zweihundertfünfzig pro Prüfungssitzung beschränkt.

Art. 6. Mindestens vierzig Kalendertage vor dem Prüfungstag stellt jede anerkannte Gruppierung von Vogelliebhabern oder

Finkenhaltern — nach vorheriger Beratung mit den anderen anerkannten Gruppierungen — der zuständigen Verwaltung eine alphabetisch aufgestellte Liste der Kandidaten per Einschreibebrief zu.

Diese alphabetisch aufgestellte Liste enthält den Namen, die Vornamen, das Geburtsdatum, den Beruf und die vollständige Adresse der Kandidaten.

Falls die Gesamtzahl der Kandidaten, die auf den von den anerkannten Gruppierungen vorgestellten Listen stehen, die in Artikel 5 festgesetzte Höchstzahl überschreitet, streicht der Minister die überzähligen Kandidaten auf einer oder mehreren Listen, und zwar aufgrund der Ringlisten, die der letzten Bevorratungsperiode entsprechen und die in § 2 des Artikels 8 des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 erwähnt sind.

Art. 7. Die zuständige Verwaltung lädt die Kandidaten vor.

Art. 8. Am Prüfungstag werden die versiegelten Umschläge, die die Prüfungshefte enthalten, in Anwesenheit der Kandidaten geöffnet und diesen von der zuständigen Verwaltung ausgeteilt.

Von diesem Zeitpunkt an verfügen die Kandidaten über zwei Stunden, um die gestellten Fragen zu beantworten.

Bei jeder Täuschung oder jedem Täuschungsversuch kann die zuständige Verwaltung ein Prüfungsheft annullieren und jeglichen Kandidaten hinausweisen, der den guten Verlauf der Prüfung stört.

KAPITEL IV. — Die Verbesserung der Prüfung

Art. 9. Die zuständige Verwaltung verbessert die Prüfungshefte, die bis zur Auswertung anonym bleiben.

Bei dieser Verbesserung ergibt eine gute Antwort einen Punkt; bei einer schlechten Antwort wird ein Punkt abgezogen; eine unbeantwortete Frage wird nicht gewertet.

Art. 10. Nach der Verbesserung und vor der Auswertung werden die Prüfungshefte zwecks Überprüfung einer Prüfungskommission vorgelegt, die über strittige Fälle beraten kann.

Diese Kommission besteht aus sieben Mitgliedern, die vom Minister für drei Jahre bezeichnet werden. Sie umfasst zwei Beamten der zuständigen Verwaltung, zwei Vertreter der wissenschaftlichen Kreise und drei Vertreter der anerkannten Gruppierungen.

Die Funktion des Präsidenten und des Sekretärs dieser Kommission werden von Amts wegen von den Beamten der zuständigen Verwaltung ausgeübt.

Diese Beschlüsse werden bei einfacher Mehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit ist die des Präsidenten ausschlaggebend.

Für jedes effektive Mitglied der Prüfungskommission bezeichnet der Minister auch ein Ersatzmitglied, das das effektive Mitglied bei Verhinderung ersetzen soll.

Die Funktion des Mitglieds dieser Kommission wird nicht entlohnt.

Art. 11. § 1. Nach der Verbesserung der Prüfung teilt die zuständige Verwaltung — unter Ausschluss aller anderen Behörden — den Kandidaten das Resultat mit.

Den Kandidaten oder den anerkannten Gruppierungen werden jedoch weder Bewertungspunkte noch Prüfungshefte übermittelt.

§ 2. Die zuständige Verwaltung verschickt einen Erfolgsnachweis an die Kandidaten, die mindestens die Hälfte der Punkte in jedem der zwei Fächer erhalten haben.

Dieser nummerierte und datierte Nachweis wird vom Generaldirektor der Wasser- und Forstverwaltung oder dessen Stellvertreter sowie von einem anderen von ihm bezeichneten Beamten unterschrieben.

KAPITEL V. — Die Gültigkeit der Prüfung

Art. 12. Der Erfolgsnachweis verliert seine Gültigkeit, wenn der Inhaber während fünf aufeinanderfolgender Jahre keine Fanglizenz mehr erhalten hat.

KAPITEL VI. — Schlussbestimmungen

Art. 13. Der vorliegende Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 20. Februar 1984.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens
für die Wallonische Region,

M. WATHELET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 84 — 534

20 FEBRUARI 1984. — Ministerieel besluit houdende een vogelvangstexamen voor de bevoorraders van inheemse vogels

De Minister van de Nieuwe Technologiën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1972;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van de Executieve van 28 juli 1982, waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, betreffende de bescherming van vogels, in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 7, 1, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve, d.d. 17 november 1982 en 10 en 28 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 8 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het geboden is een vogelvangstexamen te organiseren vóór de volgende vogelvangstperiode;

Gelet op de dringende noodzaak,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Het vogelvangstexamen waarvan sprake in het eerste lid van artikel 7, 1, van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982, waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, betreffende de bescherming van vogels, in het Waalse Gewest, wordt georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

— de Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de vogelvangst behoort;

— het bevoegde Bestuur : het Bestuur van Waters en Bossen dat belast is met de organisatie van het vogelvangstexamen.

HOOFDSTUK I. — *Examenstof*

Art. 2. Het vogelvangstexamen bestaat uit een schriftelijk gedeelte omvattende in totaal veertig vragen met verschillende antwoorden, waarvan één juist is, betreffende de volgende vakken :

— Vak I. Wetgeving, 10 vragen slaande op :

1. de lijst van de vogels ingedeeld in de categorieën « Kleinwild », « Waterwild » en « Ander wild » door artikel 1bis van de jachtwet van 28 februari 1882, alsmede de voornaamste bepalingen van deze wet betreffende de vangst, het vervoer en het houden van vogels;

2. de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 augustus 1974, 17 september 1976, 2 februari 1977 en de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 3 maart 1982, 1 en 28 juli 1982;

3. de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 juli 1982, waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, betreffende de bescherming van vogels.

— Vak II. Biologie, dertig vragen slaande op :

1. algemene beginselen van de vogelbiologie en -morfologie;

2. de bepaling, het gedrag en de voortplanting van de volgende vogelsoorten : zanglijster, geelgors, grauwe gors, rietgors, appelvink, barmsijs, Europese kanarie, frater, goudvink, groenling, keep, kreu, kruisbek, putter, sijs, vink;

3. de bepaling en de algemene kenmerken van de volgende vogelsoorten : notenkraker, grote lijster, kransvogel, koperwiek, ringmus, huismus, roodborst, staartmees, heggemus, tuinfluiter, zwartkop, zwarte roodstaart, pimpelmees, koolmees, merel, fitis, tjiftjaf, witte kwikstaart, grote bonte specht, groene specht, ekster, sperwer, zwarte kraai, Vlaamse gaai, roek, spreeuw, graspieper, buizerd, torenvalk, veldleeuwerik, slechtvalk, smelleken, rode wouw, zwarte wouw.

§ 2. De lijst van de veertig vragen betreffende de in voorgaande paragraaf vermelde vakken wordt door het bevoegde bestuur opgesteld en onder zich gehouden met uitsluiting van elke andere overheid; het verzamelt en bewaart de examenschriften.

HOOFDSTUK II. — *Deelnemingsvoorwaarden*

Art. 3. Om aan het vogelvangstexamen deel te mogen nemen moet men :

1. zijn woonplaats in België hebben;
2. ten minste achttien jaar oud zijn in het jaar van het examen;
3. lid zijn van een erkende groepering en door deze voorgedragen worden.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van het examen*

Art. 4. De organisatie van het vogelvangstexamen wordt ter kennis van het publiek gebracht bij wege van een in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen bericht alsmede door elk door het bevoegde bestuur passend geacht middel.

De datum van het examen wordt door de Minister vastgesteld.

De berichten en kennisgevingen vermelden de plaats, de datum, het uur en de taal van het examen.

Er wordt ten hoogste één examen per jaar georganiseerd.

De periode tussen twee opeenvolgende examens mag drie jaar niet overschrijden.

Art. 5. Het aantal kandidaten die aan het vogelvangstexamen deel kunnen nemen wordt beperkt tot tweehonderd vijftig per examenzitting.

Art. 6. Ten minste veertig kalenderdagen vóór de datum van het examen moet elke erkende groepering van vogelliefhebbers en vinkeniers bij een ter post aangetekende brief het bevoegde bestuur een alfabetische lijst van kandidaten na voorafgaand overleg met de andere erkende groeperingen toezenden.

Deze alfabetische lijst moet de naam, voornamen, geboortedatum, beroep en volledig adres van de kandidaten vermelden:

Als het totaal aantal kandidaten vermeld in de door de erkende groeperingen voorgedragen lijsten, het in artikel 5 vastgestelde maximum overschrijdt, werpt de Minister het kandidatenexcedent op één of meer van die lijsten weg op grond van de voeringlijsten overeenstemmend met de jongste bevoorradingperiode en waarvan sprake in § 2 van artikel 3 van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982.

Art. 7. Het bevoegde bestuur roept de kandidaten op.

Art. 8. Op de dag van het examen worden door het bevoegde bestuur de verzegelde omslagen met de examenschriften in aanwezigheid van de kandidaten geopend waarna die schriftten worden rondgedeeld.

Vanaf dat ogenblik beschikken de kandidaten over twee uren om de gestelde vragen te beantwoorden.

Het bevoegde bestuur kan een examenschrift ongeldig verklaren wegens bedrog of bedrogpoging en elke kandidaat die het goede verloop van het examen mocht storen, uitzetten.

HOOFDSTUK IV. — Verbetering van het examen

Art. 9. Het bevoegde bestuur verbetert de examenschriften die naamloos blijven tot bij de opening van de identificatieomslagen.

Voor deze verbetering betekent een juist antwoord plus één punt, een onjuist antwoord min één punt, en wordt het ontbreken van antwoord niet medegerekend.

Art. 10. Na de verbetering en vóór het openen van de identificatieomslagen, worden de examenschriften gecontroleerd door een Examencommissie die over de twistgevallen kan delibereren.

Deze Commissie is samengesteld uit zeven leden die door de Minister voor een termijn van drie jaar aangewezen zijn. Zij omvat twee ambtenaren van het bevoegde bestuur, twee vertegenwoordigers uit de wetenschappelijke kringen en drie vertegenwoordigers van de erkende groeperingen.

De functies van voorzitter en van secretaris van deze Commissie worden ambtshalve door de ambtenaren van het bevoegde bestuur uitgeoefend.

Beslissingen worden met eenvoudige meerderheid genomen, bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Voor elk gewoon lid van de Examencommissie wijst de Minister eveneens een plaatsvervanger aan.

De functie van lid van deze Commissie wordt niet bezoldigd.

Art. 11. § 1. Na de verbetering van het examen worden de kandidaten van hun resultaat in kennis gesteld door het bevoegde bestuur, met uitsluiting van elke andere overheid.

Nochtans wordt geen enkel waarderingscijfer of examenschrift aan de kandidaten of aan de erkende groeperingen medegedeeld.

§ 2. Een getuigschrift wordt door het bevoegde bestuur gezonden aan de kandidaten die ten minste de helft van de punten in elk van de twee vakken hebben behaald.

Dit genummerd en gedateerd getuigschrift wordt door de directeur-generaal van Waters en Bossen of door zijn plaatsvervanger, alsmede door een andere door hem aangewezen ambtenaar ondertekend.

HOOFDSTUK V. — Geldigheidsduur van het examen

Art. 12. Het getuigschrift verliest zijn geldigheid wanneer de houder ervan gedurende vijf opeenvolgende jaren geen vogelvangstvergunning meer heeft gekregen.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag nadat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel, 20 februari 1984.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O's,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos, voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

ANDERE BESLUITEN**MINISTERIE VAN FINANCIËN****Administratie van het Kadaster
Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1984, wordt de heer Vanden Plas, G.A., meetkundige-schatter van onroerende goederen, adjunct-directeur bij de administratie van het kadaster bij het Centrum voor Informatieverwerking te Brussel, met ingang van 1 april 1984, benoemd tot de graad van gewestelijk directeur ter directie West-Vlaanderen.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN**Personeel. — Bevorderingen**

Bij koninklijk besluit van 8 maart 1984 is de heer Luyten, Willem, eerste adviseur, met ingang van 1 januari 1984, bevorderd tot de graad van bestuursdirecteur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Nederlands taalkader.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 1984 is de heer Loncin, Julien, adviseur, met ingang van 1 januari 1984, bevorderd tot de graad van eerste rechtskundig adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Nederlands taalkader.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 1984 is de heer Heureux, Emile, adviseur, met ingang van 1 januari 1984, bevorderd tot de graad van inspecteur-generaal bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Frans taalkader.

Personeel. — Affectaties

Bij koninklijke besluiten van 8 maart 1984, zijn m.i.v. 1 november 1983 de heren Comps, M. en Hebbinckuys, M., inspecteurs-generaal aangewezen voor de Algemene Directie van de Civiele Bescherming.

AUTRES ARRÊTÉS**MINISTÈRE DES FINANCES****Administration du Cadastre
Nomination**

Par arrêté royal du 15 février 1984, M. Vanden Plas, G.A., directeur adjoint à l'administration du Cadastre au Centre de Traitement de l'Information à Bruxelles, géomètre-expert immobilier, est nommé au grade de directeur régional à la direction de la Flandre occidentale, à partir du 1er avril 1984.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**Personnel — Promotions**

Par arrêté royal du 8 mars 1984, M. Luyten, Willem, premier conseiller, est promu au grade de directeur d'administration au Ministère de l'Intérieur, Services centraux, Cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er janvier 1984.

Par arrêté royal du 8 mars 1984, M. Loncin, Julien, conseiller, est promu au grade de premier conseiller juridique au Ministère de l'Intérieur, Services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er janvier 1984.

Par arrêté royal du 8 mars 1984, M. Heureux, Emile, conseiller, est promu au grade d'inspecteur général au Ministère de l'Intérieur, Services centraux, Cadre linguistique français, à partir du 1er janvier 1984.

Personnel. — Affectations

Par arrêtés royaux du 8 mars 1984, MM. Comps, M. et Hebbinckuys, M., inspecteurs généraux, sont affectés à la Direction générale de la Protection civile, à partir du 1er novembre 1983.